



RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 01204

Numéro SIREN : 515 302 495

Nom ou dénomination : AA GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 17/07/2013 sous le numéro de dépôt 4340

CESSION DE PARTS SOCIALES

17 JUIL. 2013
N° de dépôt : 4340
Visa du greffier

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société CANIVET-MASSON,

Société civile au capital de 1 000 euros,

Ayant son siège social : 81, rue du Pont du Gât - 26000 VALENCE,

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 793 369 034 RCS ROMANS,

Représentée par Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON en qualité de cogérants,

ci-après dénommée "le cédant",
d'une part,

Monsieur Guillaume GRANGE,

Né le 13 février 1973 à LYON,

De nationalité française,

Demeurant : 7, rue Centrale - 69510 MESSIMY,

Epoux de Madame Aude Bonnet, avec laquelle il est marié

sous le régime de la communauté de biens, suivant contrat de mariage signé par les époux le 24.09.2002

célébrée le 2 septembre 2002 en la Mairie de Messimy

Monsieur Daniel SCHOEN,

Né le 11 octobre 1968 à ALGER (Algérie),

De nationalité française,

Demeurant : 6, allée du Cerisier - 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Epoux de Madame P.C., avec laquelle il est marié

sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union

célébrée le 24.07.1991 en la Mairie de

ci-après dénommés "les cessionnaires",
d'autre part,

Ensemble dénommés "les parties"

R
BN
L

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUI:

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE du 24 juillet 2009, enregistré le 29 septembre 2009 au Service des Impôts de SAINT ETIENNE, bordereau n°2009/1126, case n°9, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AA GROUP, au capital de 410 000 euros, divisé en 41000 parts de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8, rue d'Arcole, 42000 ST ETIENNE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 515 302 495 RCS SAINT ETIENNE (ci-après « la Société »).

La Société AA GROUP a pour objet principal : l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace (article 12 - loi de 1977).

Elle est régulièrement inscrite au Tableau de l'Ordre des Architectes sous les numéros :

- Affiliation nationale : S13444
- Affiliation régionale : rhoS02075

Le capital social est à ce jour réparti ainsi qu'il suit :

- Monsieur Philippe CANIVET : 13 236 parts
- Monsieur Bruno MASSON : 13 236 parts
- La société civile CANIVET-MASSON : 14 528 parts

La Société est actuellement administrée par :

- Monsieur Philippe CANIVET
- Monsieur Bruno MASSON

En leur qualité de co-gérants.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

CESSION

Par les présentes, la société CANIVET-MASSON cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Daniel SCHOEN qui accepte, une part sociale numérotée 40 999 et à Monsieur Guillaume GRANGE qui accepte, une part sociale numérotée 41 000, sur les 14528 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE deviennent les uniques propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et sont subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Les cessionnaires se conformeront à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont ils déclarent avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Ils jouiront à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

R BN 2

Toutefois, le cédant conservera seul le droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur cette part pour les distributions de dividendes devant intervenir au cours de l'année 2013.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Le cédant possède dans cette Société 14 528 parts sociales pour les avoir acquises suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 14 juin 2013.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de TRENTE-SEPT euros (37 euros), soit 18,50 euros par part sociales, comme suit :

- Monsieur Daniel SCHOEN dix-huit euros et cinquante centimes (18,50 euros)
- Monsieur Guillaume GRANGE dix-huit euros et cinquante centimes (18,50 euros)

que Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE ont payé à l'instant même, hors la vue du rédacteur, à la société CANIVET-MASSON, qui le reconnaît et leur en donne valable et définitive quittance.

Dont quittance

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de commerce et à l'article 13 des statuts, cette cession à des tiers étrangers à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 21 juin 2013, la collectivité des associés a autorisé la présente cession, a déclaré agréer Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE, cessionnaires, en qualité de nouveaux associés, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, l'article 6 et 7 des statuts. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

La société CANIVET-MASSON, cédante, déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société AA GROUP n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

R
BA
3
D
A

Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE, cessionnaires, déclarent :

- que le prix d'acquisition des parts sociales sera payé au moyen de deniers communs, ainsi qu'il sera dit ci-après,

- que, par application de l'article 1832-2 du Code civil, leur conjoint ont été avertis du projet de cession et de la date prévue pour la signature de l'acte de cession,

- qu'à la suite de cette notification, Madame ~~PIC~~....., épouse de Monsieur Daniel SCHOEN, et Madame ~~.....~~, épouse de Monsieur Guillaume GRANGE, qui n'interviennent pas aux présentes, n'ont pas notifié leur intention de se voir reconnaître la qualité d'associé pour la moitié des parts sociales acquises par leurs époux respectifs.

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,

- que la cession de parts objet des présentes intervient sans garantie conventionnelle, notamment sans garantie d'actif et de passif. Les cessionnaires reconnaissent que leur attention a été spécialement attirée, notamment par le rédacteur des présentes, sur la portée de cette stipulation non usuelle.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AA GROUP est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$37 \text{ euros} - (23\,000 \text{ euros} \times 2 / 41000) = 35 \text{ euros}$$

FORMALITES DE PUBLICITE

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

R
bn

 4

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Les frais de mise à jour de la situation de la Société seront supportés par cette dernière.

Fait à LYON

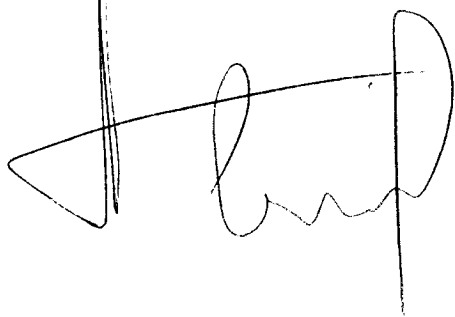
Le 21 juin 2013

En huit exemplaires originaux

Le cédant

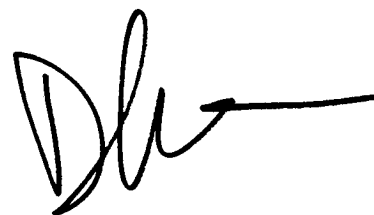
La société civile CANIVET-MASSON

Représentée par M. Philippe CANIVET
Et M. Bruno MASSON



Les cessionnaires

Monsieur Daniel SCHOEN



Monsieur Guillaume GRANGE



Enregistré à : SIE DE VALENCE SUD - POLE ENREGISTREMENT

Le 10/07/2013 Bordereau n°2013/1 364 Case n°33

Ext 5102

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

Graziella PISEDDU



Contrôleur principal des impôts

DUPLICATA

R BH 5



GREFFE - SAINT ETIENNE	
N° gestion :	09.6.1204
le :	17 JUIL. 2013
N° dépôt :	4340
Visa du greffier : <i>[Signature]</i>	

AA GROUP
Société à responsabilité limitée
au capital de 410 000 euros
Siège social : 8, rue d'Arcole
42000 ST ETIENNE
515 302 495 RCS SAINT ETIENNE

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE
DU 14 JUIN 2013**

L'an deux mille treize,

Le quatorze juin,

A 10 heures,

Les associés de la société AA GROUP, société à responsabilité limitée au capital de 410 000 euros, divisé en 41000 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire, dans les locaux du Cabinet IN EXTENSO, sis : ZAC BRIFFAUT EST, 37 avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Philippe CANIVET, propriétaire de 11480 parts sociales
Madame Martha DOXFORD, propriétaire de 11480 parts sociales
Monsieur Bruno MASSON, propriétaire de 11480 parts sociales
Madame Rose Marie MENDES FERNANDES, propriétaire de 6560 parts sociales

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Les associés, tous présents, déclarent pouvoir valablement délibérer sans avoir à statuer sur les conditions de validité de leur convocation.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe CANIVET, co-gérant associé.

Monsieur Vincent PAYS, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

RNF
R
AB
MA

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Compétence de l'assemblée générale extraordinaire

- Lecture du rapport de la gérance,
- Constatation d'une cession de parts entre associés,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Compétence de l'assemblée générale ordinaire

- Lecture du rapport de la gérance,
- Démission d'un co-gérant,
- Prise de participation,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la convention de cession de parts sous conditions suspensives en date du 25 janvier 2013,
- le rapport de la gérance,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,
- les statuts.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

72
11/12
2
RNF
AB

Compétence de l'assemblée générale extraordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la convention de cession de parts sous conditions suspensives en date du 25 janvier 2013 aux termes de laquelle Mesdames Martha DOXFORD et Rose Marie MENDES FERNANDES s'engageaient à céder à Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON, ou à toutes personnes physiques ou morales qu'ils se seraient adjointes ou substituées, les 11 480 parts sociales et 6 560 parts sociales leurs appartenant respectivement dans la Société, déclare :

- prendre acte de la cession par Madame Martha DOXFORD de 9 724 parts lui appartenant dans la Société à la société CANIVET-MASSON,
- prendre acte de la cession par Madame Rose Marie MENDES FERNANDES de 4 804 parts lui appartenant dans la Société à la société CANIVET-MASSON,
- prendre acte de la cession par Madame Martha DOXFORD de 1 756 parts lui appartenant dans la Société à Monsieur Bruno MASSON,
- et prendre acte de la cession par Madame Rose Marie MENDES FERNANDES de 1 756 parts lui appartenant dans la Société à Monsieur Philippe CANIVET.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide que les articles 6 et 7 des statuts sont, de plein droit, remplacés par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

« Article 6 – Apports »

Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 14 juin 2013, Madame Martha DOXFORD a cédé les 11 480 parts lui appartenant dans la Société à :

- *Monsieur Bruno MASSON à hauteur de 1 756 parts*
- *la société civile CANIVET-MASSON à hauteur de 9 724 parts*

Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 14 juin 2013, Madame Rose Marie MENDES FERNANDES a cédé les 6 560 parts lui appartenant dans la Société à :

- *Monsieur Philippe CANIVET à hauteur de 1 756 parts*
- *la société civile CANIVET-MASSON à hauteur de 4 804 parts. »*

RMF

3

R

MS

« Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à QUATRE-CENT DIX MILLE (410 000) euros.

Il est divisé en 41 000 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 41 000, et attribuées aux associés en fonction de leurs droits respectifs :

*- Monsieur Philippe CANIVET à concurrence de 13 236 parts
Numérotées de 1 à 280, de 841 à 12 200 et de 34 601 à 36 196*

*- Monsieur Bruno MASSON à concurrence de 13 236 parts
Numérotées de 281 à 840, de 12 201 à 13 676 et de 23 401 à 34 600*

*- la société civile CANIVET-MASSON à concurrence de 14 528 parts
Numérotées de 13 677 à 23 400 et de 36 197 à 41 000*

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 41000 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les parts ont été souscrites en totalité et entièrement libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Compétence de l'assemblée générale ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Madame Martha DOXFORD de ses fonctions de cogérante à compter de ce jour et la remercie pour les services rendus à la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

R 4 RNF
NB

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON, gérants, à acquérir, au nom et pour le compte de la Société, cinquante (50) parts de la société ARIES ARCHITECTURE PATRIMOINE URBANISME (société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 euros, dont le siège social est : 81, rue du Pont du Gât – 26000 VALENCE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS sous le numéro 379 763 733), moyennant le prix unitaire de 515,518 euros par part.

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON, gérants, pour signer tous actes, verser toutes sommes et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la gérance et tous les associés.

La gérance

Les associés

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
N° gestion : 0881204
le : 17 JUL. 2013
N° dépôt : 4340
Visa du greffier : 

AA GROUP

Société à responsabilité limitée
au capital de 410 000 euros

Siège social : 8, rue d'Arcole
42000 SAINT ETIENNE

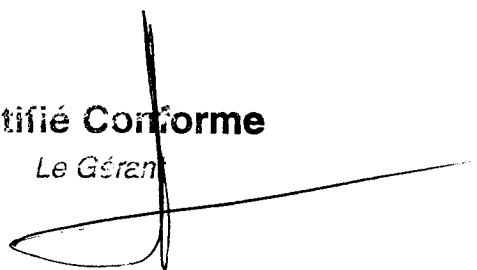
515 302 495 RCS SAINT-ETIENNE

Inscrite au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de RHONE-ALPES

**STATUTS
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'ARCHITECTURE**

Certifié Conforme

Le Gérant



Mis à jour suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire
en date du 21 juin 2013

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Philippe CANIVET,

Né le 12 décembre 1968 à SAINT ETIENNE

De nationalité française

Demeurant : le Rousset – 26320 SAINT MARCEL les VALENCE

Epoux de Madame Isabelle PIN, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la Mairie de SAINT-THOMAS-LA-GARDE le 18 décembre 1998, régime non modifié depuis

Architecte inscrit à l'Ordre des Architectes sous le numéro 044285

Madame Martha DOXFORD,

Née le 29 mars 1949 à HARROGATE (Grande Bretagne)

De nationalité britannique

Demeurant : 412, rue Anatole France – 07500 GUILHERAND-GRANGES

Divorcée suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de VALENCE en date du 1^{er} décembre 1998, non remariée, non liée par un pacte civil de solidarité

Architecte inscrite à l'Ordre des Architectes sous le numéro E01394

Monsieur Bruno MASSON,

Né le 27 mars 1969 à SAINT ETIENNE

De nationalité française

Demeurant : 8, rue Gerentet – 42000 SAINT ETIENNE

Epoux de Madame Isabelle CORNU, avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu le 12 octobre 2002 par Maître Pierre DELAIR, Notaire à MONTBRISON, préalablement à leur union célébrée en la Mairie de SAINT-ROMAIN-LE-PUY le 26 octobre 2002, régime non modifié depuis

Architecte inscrit à l'Ordre des Architectes sous le numéro 073311

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES, née ALVES

Née le 27 février 1973 à VALENCE

De nationalité française

Demeurant : 45, rue Adolphe Thiers – 26000 VALENCE

Epouse de Monsieur Adao MENDES FERNANDES, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalablement à leur union célébrée le 14 août 1994 à RIO MAU-VILA DO CONDE (Portugal),

Assistante de Direction

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1er – Forme

Il est formé une société à responsabilité limitée d'architecture, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par :

- le livre II titre II du Code de commerce et les articles L 223-1 et suivants,
- la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et ses décrets d'application,
- ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Objet social

La société a pour objet l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace (Art. 12 - loi de 1977).

A cette fin, la société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement.

Article 3 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : **AA GROUP**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement :

- des mots "société à responsabilité limitée d'architecture" ou des initiales "S.A.R.L. d'architecture",
- de l'énonciation du montant du capital social,
- du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- et du numéro d'inscription au Tableau Régional de l'Ordre des Architectes.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : 8, rue d'Arcole – 42000 SAINT ETIENNE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du ou des gérants qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues au 2° alinéa de l'article L.223-30 du Code de commerce.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 6 – Apports

Les soussignés apportent à la société, à savoir :

- Monsieur Philippe CANIVET la somme de deux mille huit cents (2 800) euros
- Madame Martha DOXFORD la somme de deux mille huit cents (2 800) euros
- Monsieur Bruno MASSON la somme de deux mille huit cents (2 800) euros
- Madame Rose-Marie MENDES FERNANDEZ ...la somme de mille six cents (1 600) euros

Total des apports en numéraire DIX MILLE (10 000) euros

Laquelle somme a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Crédit Coopératif, sis 15 boulevard Bancel à VALENCE (26).

Elle sera retirée par le gérant de la société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Intervention des conjoints communs en biens :

En application de l'article 1832-2 du code civil, Madame Isabelle PIN, épouse commune en biens de Monsieur Philippe CANIVET et intervenante aux présentes, reconnaît avoir été avertie que les fonds apportés proviennent de la communauté de biens existant entre eux, et déclare renoncer à la qualité d'associée pour la moitié des parts revenant à son époux ; en conséquence les parts émises en rémunération de l'apport en numéraire seront intégralement attribuées à Monsieur Philippe CANIVET.

En application de l'article 1832-2 du code civil, Monsieur Adao MENDES FERNANDES, époux commun en biens de Madame Rose-Marie ALVES et intervenant aux présentes, reconnaît avoir été averti que les fonds apportés proviennent de la communauté de biens existant entre eux, et déclare renoncer à la qualité d'associé pour la moitié des parts revenant à son épouse ; en conséquence les parts émises en rémunération de l'apport en numéraire seront intégralement attribuées à Madame Rose-Marie ALVES.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 mars 2010, le capital social a été augmenté d'une somme de 400 000 euros par apport effectué par :

- Monsieur Philippe CANIVET de 1 209 parts de la société 3AS évaluées globalement à 62 000 euros et de 200 parts de la société NAO évaluées globalement à 50 000 euros,
- Madame Martha DOXFORD de 1 209 parts de la société 3AS évaluées globalement à 62 000 euros et de 200 parts de la société NAO évaluées globalement à 50 000 euros,
- Monsieur Bruno MASSON de 234 parts de la société 3AS évaluées globalement à 12 000 euros et de 400 parts de la société NAO évaluées globalement à 100 000 euros,
- Madame Rose-Marie MENDES-FERNANDES de 1 248 parts de la société 3AS évaluées globalement à 64 000 euros.

Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 14 juin 2013, Madame Martha DOXFORD a cédé les 11 480 parts lui appartenant dans la Société à :

- Monsieur Bruno MASSON à hauteur de 1 756 parts
- la société civile CANIVET-MASSON à hauteur de 9 724 parts

Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 14 juin 2013, Madame Rose Marie MENDES FERNANDES a cédé les 6 560 parts lui appartenant dans la Société à :

- Monsieur Philippe CANIVET à hauteur de 1 756 parts
- la société civile CANIVET-MASSON à hauteur de 4 804 parts.

Suivant acte sous seing privé en date à SAINT ETIENNE du 21 juin 2013, la société CANIVET-MASSON a cédé les deux parts lui appartenant dans la Société à :

- Monsieur Daniel SCHOEN à hauteur d'une part ;
- Monsieur Guillaume GRANGE à hauteur d'une part.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à QUATRE-CENT DIX MILLE (410 000) euros.

Il est divisé en 41 000 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 41 000, et attribuées aux associés en fonction de leurs droits respectifs :

- Monsieur Philippe CANIVET à concurrence de 13 236 parts
Numérotées de 1 à 280, de 841 à 12 200 et de 34 601 à 36 196

- Monsieur Bruno MASSON à concurrence de 13 236 parts
Numérotées de 281 à 840, de 12 201 à 13 676 et de 23 401 à 34 600

- la société civile CANIVET-MASSON à concurrence de 14 526 parts
Numérotées de 13 677 à 23 400 et de 36 197 à 40 998

- Monsieur Daniel SCHOEN à concurrence de 1 part
Numérotée 40 999

- Monsieur Guillaume GRANGE à concurrence de 1 part
Numérotée 41 000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 41000 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les parts ont été souscrites en totalité et entièrement libérées.

Article 8 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifié dans les conditions prévues par la loi.

En outre, conformément aux 2° et 3° de l'article 13 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 modifiée, plus de la moitié du capital social et des droits de vote afférents doivent être détenus par un ou plusieurs architectes personnes physiques, ou éventuellement par des sociétés d'architecture.

Un des associés au moins doit être un architecte personne physique détenant 5% minimum du capital social et des droits qui y sont afférents.

Les personnes morales associées qui ne sont pas des sociétés d'architecture, ne peuvent pas détenir plus de 25% du capital social et des droits de vote des sociétés d'architecture.

8. 1. Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois :

- par création de parts nouvelles égales aux anciennes attribuées en représentation d'apport en nature ou en numéraire ;
- ou par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, provisions, dotations, bénéfices, au moyen de la création de parts nouvelles égales aux anciennes ou de l'élévation de la valeur nominale des parts.

Il peut être créé des parts avec prime. Dans ce cas, la collectivité des associés par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 13, doit être agréé dans les conditions fixées audit article.

1) Souscription en numéraire et apports en nature.

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital en numéraire, pourront être libérées sur appel de la gérance, en une ou plusieurs fois, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive. En cas d'augmentation du capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Si l'augmentation du capital est réalisée soit en partie soit en totalité par des apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport annexé à la décision extraordinaire des associés et établi par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des gérants.

2) Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation du capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire dans les cas et les conditions prévus par l'article 13 ci-après.

Tout associé peut renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant à un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.

De même, les associés peuvent par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais prévus fixés par la gérance.

8.2. Réduction du capital

Le capital social peut être réduit, par l'assemblée des associés qui statue dans les conditions de majorité prévues à l'article 23 pour les décisions extraordinaires.

En aucun cas, la réduction ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

S'il existe des Commissaires aux comptes, ces derniers doivent donner leur avis sur le projet de réduction du capital social.

Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction du capital non motivé par des pertes, ce projet est déposé au greffe du Tribunal de Commerce, conformément à la loi, et les créanciers dont la créance est antérieure à la date de ce dépôt, peuvent former, devant le Tribunal de Commerce, opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

Quand le Tribunal de Commerce rejette l'opposition, il ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes ; les opérations de réduction de capital ne peuvent pas commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par une société est interdit. Toutefois l'assemblée qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes, peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales en vue de les annuler. Cet achat de parts sociales doit être réalisé dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition des créanciers.

Article 9 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs ou de garantir une émission de valeurs mobilières.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Article 10 - Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles, en particulier dans les votes aux assemblées.

Les propriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires, et au nu propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

La propriété de parts sociales entraîne pour les architectes associés qui veulent exercer selon un autre mode l'obligation d'obtenir l'accord exprès de leurs coassociés (article 14 de la loi de 1977).

Article 12 - Décès – interdiction – faillite ou déconfiture d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés.

Article 13 - Cessions de parts – agrément

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle ne sera opposable aux tiers qu'après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers, entre conjoints, partenaires pacsés, ascendants, descendants à titre onéreux ou gratuit qu'à l'unanimité des associés.

Le cédant doit notifier le projet de cession à la société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire un mois au moins avant la date de la cession projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification à la société du projet de cession, la gérance doit consulter les associés.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La décision portant agrément ou refus d'agrément n'a pas à être motivée.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au premier alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

Dans le cas où la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable

comptant et déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société ou fixés par accord unanime des associés.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également avec le consentement de l'associé cédant décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts aux prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

En cas d'apports de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de cet apport ou de cette acquisition.

Si la notification intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition de parts, le conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales. L'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les trois mois de sa demande. A défaut l'agrément est réputé accordé. Quand il résulte de la décision dûment notifiée que le conjoint n'est pas agréé, l'époux apporteur ou acquéreur demeure associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Le conjoint doit être averti de l'apport ou de l'acquisition des parts au moins un mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Sauf entre associé tout nantissement de parts devra être préalablement autorisé conformément à la procédure prévue au présent article pour les cessions de parts.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties, selon les conditions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir sans délai, les parts afin de réduire son capital.

Article 14 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

14.1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants. Les héritiers ou ayants-droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sont seulement créanciers de la valeur des parts de leur auteur déterminé au jour du décès dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code de commerce. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont à la charge de la Société.

Les parts sont rachetées dans les six mois à compter de la date du décès soit par les associés survivants, en proportion de leur droit, soit par toute personne agréée à l'unanimité des associés survivants.

La Société peut également dans le même délai racheter les parts de l'associé décédé au prix déterminé dans les conditions ci-dessus en réduisant corrélativement son capital.

A défaut d'accord contraire, la valeur des droits sociaux sera payée moitié à la date d'acceptation amiable du prix ou, en cas d'expertise, à la date de remise du rapport de l'expert fixant ce prix et le solde à l'expiration du délai d'un an à compter de la date de décès. Les acquéreurs des parts bénéficieront de la totalité des dividendes distribués au titre de l'exercice en cours à la date du décès.

Les héritiers, ayants -droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit par la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

14.2 - Dissolution de la communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, de séparation de corps, de séparation judiciaire de biens ou de changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou à l'ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement unanime des associés, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

TITRE III GERANCE

Article 15 - Nomination des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision des associés.

Conformément à l'article 13 5° de la loi de 1977 sur l'architecture, le gérant ou la moitié des gérants au moins, doivent être architectes.

Les premiers gérants sont nommés par décision collective des associés après signature des statuts.

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée au cours de la vie sociale par la décision collective qui les nomme.

Au cours de la vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision des associés statuant à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Article 16 - Pouvoirs des gérants

Le ou les gérants agissant ensemble ou séparément, jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni être invoquée par eux, il est stipulé que tout emprunt d'un montant supérieur à 10 000 euros, autre que les découverts en banque, tout achat, vente ou échange d'immeuble ou de fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie de biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés, ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois quarts des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité personnelle conférer toutes délégations de pouvoirs, spéciales ou temporaires.

Article 17 – Cessation des fonctions du gérant

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité des fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chaque associé trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas la dissolution de la société. En cas de cessation des fonctions du gérant, les associés sont habilités à modifier les statuts afin de supprimer le nom du gérant, et ce, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les associés procèdent à la nomination du ou des gérants sur convocation du gérant restant en fonctions, du commissaire aux comptes s'il en existe un, ou d'un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent. Un ou plusieurs associés représentant le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. En cas de décision prononcée sans juste motif, le ou les gérants peuvent obtenir des dommages intérêts. Le ou les gérants peuvent être aussi révoqués par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Article 18 - Convention entre le gérant ou un associé et la société

Le ou les gérants doivent aviser le commissaire aux comptes s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par des personnes interposées entre eux ou l'un des associés et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion des dites conventions.

Lorsque l'exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est également informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le ou les gérants ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présentent à l'assemblée générale ou joignent aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur ces conventions, conforme aux indications prévues par la loi. L'assemblée statue sur ce rapport.

Le ou les gérants ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et leurs parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le ou les gérants et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux gérants et aux associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle, leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants du gérant ou des associés ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 – Responsabilité du gérant

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Est réputée non écrite toute clause des statuts ayant pour effet de subordonner l'exercice de l'action sociale à l'avis préalable ou à l'autorisation de l'assemblée, ou qui comporterait par avance renonciation à l'exercice de cette action.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L 223-24 du code de Commerce.

Article 20 – Compte courant d'associés

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont elle peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit en commun accord entre la gérance et l'associé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés.

En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du code de commerce.

TITRE IV **DECISIONS COLLECTIVES**

Article 21 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux et l'agrément de tout nouvel associé sont prises en assemblées.

Toutes les autres décisions collectives sont prises, soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet les modifications de statuts ou l'agrément de nouveaux associés. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

Article 22 - Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Article 23 – Décisions collectives extraordinaires

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés. L'assemblée ne délibère valablement que si ces derniers possèdent au moins, sur première convocation, le 1/4 des parts, et sur deuxième convocation les 1/5^e.

Par dérogation, la décision d'augmenter le capital, par incorporation de réserves ou de bénéfices, est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

S'il s'agit de statuer sur l'agrément de nouveaux associés, le consentement doit être donné à l'unanimité des associés.

La transformation de la société en une autre forme sociale, le changement de la nationalité de la société nécessitent l'unanimité de ceux-ci.

Article 24 - Assemblées générales

1) Convocation

Les assemblées d'associés sont convoquées par la gérance ou, à défaut, par le commissaire aux comptes s'il en existe un, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

En outre, un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Enfin, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Aucun délai ni forme de convocation ne sont exigés si tous les associés sont présents ou représentés.

Les assemblées peuvent être tenues en tout lieu, choisi par la partie à l'origine de la convocation, en France ou hors de France.

2) Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3) Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4) Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut également être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Le mandat pour une assemblée vaut pour les assemblées successives, convoquées avec le même ordre du jour.

5) Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant. Si le gérant n'est pas associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède le plus grand nombre de parts sociales.

Si deux associés possèdent ou représentent le même nombre de parts, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 25 - Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai minimal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par écrit.

Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou "NON".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 26 - Procès-verbaux

1) Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le ou les gérants et par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

2) Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social et cotés et paraphés, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un Adjoint au Maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

3) Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

4) Consultations écrites

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Article 27 - Associé unique

Les dispositions des articles 21 à 26 des présents statuts ne sont pas applicables lorsque la société ne comprend qu'un seul associé.

Dans ce cas, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant après rapport des commissaires aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions prises au lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre.

Les décisions prises en violation des dispositions du présent article peuvent être annulées à la demande de tout intéressé.

TITRE V **COMPTES SOCIAUX**

Article 28 - Comptes sociaux

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2010.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse notamment un inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

La gérance établit un rapport de gestion écrit sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ainsi que sur ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 29 - Affectation et répartition du bénéfice

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué des pertes antérieures, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital.

Le solde augmenté, le cas échéant du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux ou les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur des réserves autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 30 - Dissolution

1) Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance provoque une décision collective extraordinaire des associés, afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2) Dissolution anticipée

La dissolution anticipée est prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

Dans le cas où, du fait de pertes constatées dans les documents comptables les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts sociales, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Article 31 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination doit être suivie de la mention "Société en liquidation".

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Les fonctions des gérants prennent fin par la dissolution de la société.

Un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par la décision collective ordinaire des associés. Leur révocation ou leur remplacement sont effectués selon les formes prévues pour leur nomination. Sauf stipulation contraire, leur mandat leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

Le ou les liquidateurs représentent la société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, payer le passif et répartir le solde disponible.

Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans la société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et s'il en existe, le commissaire aux comptes dûment entendus.

En outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendants ou descendants est interdite.

Le ou les liquidateurs peuvent continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation, sauf stipulation contraire des associés dans la délibération les nommant.

En fin de liquidation, les associés sont convoqués pour statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

L'avis de clôture de liquidation est publié conformément à la loi.

TITRE VII

EXERCICE DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

Article 32 - Exercice de la profession - Responsabilité Assurance - Discipline - Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

1) Exercice de la profession

Chaque architecte associé exerce sa profession au nom et pour le compte de la société. Il ne peut exercer selon un autre mode que dans la mesure où il a obtenu l'accord exprès de ses coassociés.

Il doit faire connaître à ses clients la qualité en laquelle il intervient (article 14 de la loi sur l'architecture).

Les architectes associés doivent s'informer mutuellement des activités professionnelles qu'ils exercent au nom et pour le compte de la société (article 41 du code des devoirs professionnels).

2) Responsabilité – Assurance

La société est seule civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte.

Elle doit souscrire une assurance garantissant les conséquences de ceux-ci (article 16 de la loi sur l'architecture).

3) Discipline

Les dispositions légales et réglementaires concernant la discipline des architectes sont applicables à la société et à chacun des architectes associés.

La société peut faire l'objet de poursuites disciplinaires, indépendamment de celles qui seraient intentées contre les associés. La société est représentée par les gérants. Cependant, les associés non gérants peuvent prendre connaissance du dossier et présenter ou faire présenter leurs observations écrites ou orales.

La suspension disciplinaire de la société s'applique à tous les associés architectes, sauf si la décision de la juridiction exclut expressément de cette mesure un ou plusieurs d'entre eux (article 50 du décret n° 77 - 1480 du 28 décembre 1977).

L'architecte associé suspendu disciplinairement ne peut exercer aucune activité professionnelle d'architecte pendant la durée de la peine, mais conserve, pendant le même temps, la qualité d'associé, avec tous les droits et obligations qui en découlent, à l'exclusion de sa vocation aux bénéfices sociaux (article 48 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

En cas de suspension de la société ou de tous les associés architectes, la gestion de la société est assurée par un ou plusieurs architectes désignés par le Président du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes au tableau duquel la société est inscrite (article 50 du décret n°77-1480 du 28 décembre 1977).

4) Communication au Conseil Régional de l'Ordre des Architectes

La société doit être inscrite au tableau régional de la circonscription dans laquelle se situe son siège social (article 17 du décret n° 77-1481 du 28 décembre 1977).

Le ou les gérants sont tenus, sous leur responsabilité, de communiquer au Conseil Régional au tableau duquel la société est inscrite, les statuts de la société et la liste des associés ainsi que toute modification apportée à ces statuts ou à cette liste.

Le Conseil Régional vérifie si la société demeure en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et en particulier avec celles de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1977. Selon les cas, il procède à la modification correspondante de l'inscription ou à la radiation de la société si, à l'expiration du délai qu'il impartit, aucune régularisation n'est intervenue (article 42 du code des devoirs professionnels).

TITRE VIII **DISPOSITIONS DIVERSES**

Article 33 – Contestations

Toutes les contestations pouvant s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

Tout associé doit, en conséquence, faire élection de domicile dans le ressort judiciaire du siège social et toutes assignations ou significations lui seront valablement délivrées à ce domicile élu. A défaut d'élection de domicile, toutes notifications sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République du lieu du siège social.

Toutefois, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, il doit être procédé à une tentative de conciliation. A cet effet, la partie la plus diligente saisit du litige le Président du Conseil Régional de l'Ordre des architectes qui peut, soit procéder lui-même à la tentative de conciliation, soit en confier le soin à tel membre du Conseil qu'il aura désigné (article 25 du code des devoirs professionnels)

Article 34 - Reprise d'engagements antérieurs à la date de signature des statuts - Autorisation d'engagements postérieurs à cette date

Est demeuré annexé aux présents statuts, un état des actes accomplis par le soussigné pour le compte de la société en formation, comportant l'indication pour chacun d'eux des engagements qui en résultent pour la société.

La signature des présentes emportera reprise de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société lorsque l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

Article 35 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés – Publicité

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait à SAINT-ETIENNE

Le 24 juillet 2009

AA GROUP
Société à responsabilité limitée
Au capital de 410 000 euros
Siège social : 8, rue d'Arcole
42000 ST ETIENNE
515 302 495 RCS SAINT ETIENNE

GREFFE TC ST ETIENNE	
N° greffe :	0961204
le :	17 JUL. 2013
N° dépôt :	4340
Visa du greffier : 	

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE
DU 21 JUIN 2013

L'an deux mille treize,
Le vingt-et-un juin,
A 9 heures,

Les associés de la société AA GROUP, société à responsabilité limitée au capital de 410 000 euros, divisé en 41000 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire, dans les locaux de Maître Jean-Baptiste le Jariel, sis : 18, avenue Maréchal de Saxe – 69006LYON, sur demande de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- **Monsieur Philippe CANIVET**, propriétaire de 13236 parts sociales
- **la société CANIVET-MASSON**, propriétaire de 14528 parts sociales
- **Monsieur Bruno MASSON**, propriétaire de 13236 parts sociales

Seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Philippe CANIVET, cogérant associé.

Monsieur Vincent PAYS, Commissaire aux Comptes titulaire, est absent et excusé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Compétence de l'assemblée générale extraordinaire

- Autorisation de cession de parts ; agrément de nouveaux associés,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Compétence de l'assemblée générale ordinaire

- Autorisation de prise de participation,
- Autorisation de souscription d'emprunt,

FR DN DN

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le protocole de cession de titres sous conditions suspensives en date du 15 février 2013.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Compétence de l'assemblée générale extraordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du projet de la société CANIVET-MASSON, de céder à Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE, une part sociale chacun lui appartenant dans la Société, déclare autoriser cette cession et agréer expressément Monsieur Daniel SCHOEN et Monsieur Guillaume GRANGE en qualité de nouveaux associés à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 6 et 7 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

« Article 6 – Apports »

Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Suivant acte sous seing privé en date à SAINT ETIENNE du 21 juin 2013, la société CANIVET-MASSON a cédé les deux parts lui appartenant dans la Société à :

- *Monsieur Daniel SCHOEN à hauteur d'une part ;*
- *Monsieur Guillaume GRANGE à hauteur d'une part. »*

« Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à QUATRE-CENT DIX MILLE (410 000) euros.

Il est divisé en 41 000 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 41 000, et attribuées aux associés en fonction de leurs droits respectifs :

- *Monsieur Philippe CANIVET à concurrence de 13 236 parts*
Numérotées de 1 à 280, de 841 à 12 200 et de 34 601 à 36 196
- *Monsieur Bruno MASSON à concurrence de 13 236 parts*
Numérotées de 281 à 840, de 12 201 à 13 676 et de 23 401 à 34 600
- *la société civile CANIVET-MASSON à concurrence de 14 526 parts*
Numérotées de 13 677 à 23 400 et de 36 197 à 40 998

- Monsieur Daniel SCHOEN à concurrence de 1 part
Numérotée 40 999

- Monsieur Guillaume GRANGE à concurrence de 1 part
Numérotée 41 000

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 41000 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les parts ont été souscrites en totalité et entièrement libérées. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Compétence de l'assemblée générale ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, co-gérants, à acquérir, au nom et pour le compte de la Société AA GROUP, 2 681 actions de la société BABYLONE AVENUE ARCHITECTES (*société anonyme au capital de 168 840 euros, dont le siège social est : 20, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 307 047 696*), moyennant un prix de 280 euros par action, auquel pourra s'ajouter un complément de prix dont les conditions sont fixés dans le protocole de cession de titres sous conditions suspensives en date du 15 février 2013.

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, co-gérants, pour signer tous actes, verser toutes sommes et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, co-gérants, à contracter au nom de la Société un emprunt d'un montant global de 720 000 euros auprès de la Banque Société Générale et de la Banque Caisse d'Epargne, aux conditions suivantes :

- Durée : sept (7) ans
- Taux maximum : 4 % l'an (hors assurance et frais)

- Garanties :

- Nantissement de 67% minimum des titres de la Société BABYLONE AVENUE ARCHITECTES, « pari passu » entre la Société Générale et la Caisse d'Epargne.
- Cautionnement solidaire de Messieurs SCHOEN et GRANGE, chacun à concurrence de 7% de l'encours du crédit et de Messieurs MASSON et CANIVET, chacun à concurrence de 18% de l'encours du crédit.
- Délégation de la GAP (100 K € sur 3 ans).

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, co-gérants, pour signer tous actes, percevoir toutes sommes, accorder les garanties demandées et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la gérance et les associés présents.

La Gérance

Les Associés

GREFFE DE SAINT ETIENNE
N° greffe : 09B 1264
le : 17 JUIL. 2013
N° dépôt : 4340
Visa du greffier : 

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Martha DOXFORD

Née le 29 mars 1949 à HARROGATE (Grande Bretagne)

De nationalité britannique

Demeurant : 412, rue Anatole France – 07500 GUILHERAND-GRANGES

Divorcée suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de VALENCE en date du 1^{er} décembre 1998, non remariée et non liée par un pacte civil de solidarité depuis

Architecte inscrite à l'Ordre des Architectes sous le numéro E01394

ci-après dénommée « *le cédant* »,
d'une part,

ET

la **société CANIVET-MASSON**,

Société civile au capital de 1 000 euros,

Ayant son siège social : 81, rue du Pont du Gât - 26000 VALENCE,

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 793 369 034 RCS ROMANS,

Représentée par Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, en qualité de co-gérants,

Monsieur Bruno MASSON

Né le 27 mars 1969 à SAINT ETIENNE

De nationalité française

Demeurant : 8, rue Gérentet – 42000 SAINT ETIENNE

Divorcé suivant jugement du Tribunal de VILLEFRANCHE sur SAONE en date du 08/02/2011, non remarié et non lié par un pacte civil de solidarité depuis

Architecte inscrit à l'Ordre des Architectes sous le numéro 073311

ci-après dénommés « *les cessionnaires* »,
d'autre part,

Ensemble dénommés « *les parties* »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUI:

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE du 24 juillet 2009, enregistré le 29 septembre 2009 au Service des Impôts de SAINT ETIENNE, bordereau n°2009/1126, case n°9, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AA GROUP, au capital de 410 000 euros, divisé en 41000 parts de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8, rue d'Arcole, 42000 ST ETIENNE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 515 302 495 RCS SAINT ETIENNE (ci-après « la Société »).

La Société AA GROUP a pour objet principal : l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace (article 12 - loi de 1977).

Elle est régulièrement inscrite au Tableau de l'Ordre des Architectes sous les numéros :

- Affiliation nationale : S13444
- Affiliation régionale : rhoS02075

Le capital social est à ce jour réparti ainsi qu'il suit :

- Monsieur Philippe CANIVET : 11 480 parts
- Madame Martha DOXFORD : 11 480 parts
- Monsieur Bruno MASSON : 11 480 parts
- Madame Rose Marie MENDES FERNANDES : 6 560 parts

La Société est actuellement administrée par :

- Monsieur Philippe CANIVET
- Madame Martha DOXFORD
- Monsieur Bruno MASSON

En leur qualité de co-gérants.

Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 25 janvier 2013, Madame Martha DOXFORD et Madame Rose Marie MENDES FERNANDES ont conclu une convention de cession de parts sous conditions suspensives au profit de Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, aux termes de laquelle Madame Martha DOXFORD et Madame Rose Marie MENDES FERNANDES s'engageaient à céder respectivement 11 480 parts et 6 560 parts leur appartenant dans la Société moyennant le prix de 18,50 euros par part.

Ladite cession était soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Obtention par les acquéreurs, pour le financement d'une partie du prix de cession, d'un ou plusieurs prêts réunissant les caractéristiques suivantes :
 - montant total minimum trois cent cinquante mille (350 000) euros
 - intérêts à un taux effectif ne pouvant excéder 4 % (hors assurance)
 - durée de remboursement ne pouvant être inférieure à sept (7) ans
- Absence de remarque par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes sur projets d'actes de cession de parts sociales et des statuts mis à jour

La condition suspensive d'obtention du financement a été réalisée.

Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON ont décidé d'un commun accord de renoncer à la réalisation de la condition suspensive d'absence de remarque par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes.

Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON ont décidé d'user de la faculté de substitution prévue à l'article « 5-3 *Agrément de la cession* » de ladite convention de cession de parts sous conditions suspensives pour l'acquisition d'une partie des parts appartenant à Mesdames Martha DOXFORD et Rose Marie MENDES FERNANDES. La société civile CANIVET-MASSON se portera acquéreur d'une partie des parts cédées par Mesdames Martha DOXFORD et Rose Marie MENDES FERNANDES.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CESSION

Par les présentes, Madame Martha DOXFORD cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Bruno MASSON et à la société civile CANIVET-MASSON qui acceptent, les 11 480 parts sociales lui appartenant dans la Société dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Bruno MASSON : mille sept cent cinquante-six parts, ci 1 756 parts numérotées de 281 à 560 et de 12 201 à 13 676
- à la société civile CANIVET-MASSON : neuf mille sept cent vingt-quatre parts, ci 9 724 parts numérotées de 13 677 à 23 400

Monsieur Bruno MASSON et la société CANIVET-MASSON deviennent les uniques propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et sont subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Les cessionnaires se conformeront à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont ils déclarent avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Ils jouiront à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

A compter de ce jour, tout dividende, acompte sur dividende ou tout autre produit revenant aux parts cédées qui sera mis en distribution, quelque soit l'origine des répartitions, bénéficiera exclusivement et totalement aux cessionnaires (« coupons attachés »).

Les parties reconnaissent que le prix des parts a été déterminé eu égard à ces stipulations.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Madame Martha DOXFORD est régulièrement propriétaire des 11 480 parts cédées pour les avoir :

- reçues à hauteur de 280 parts lors de la constitution de la Société en contrepartie de son apport en numéraire
- reçues à hauteur de 11 200 parts en rémunération de son apport en nature réalisé lors de l'augmentation de capital en date du 22 mars 2010.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de DEUX CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUATRE-VINGT euros (212 380 euros), soit 18,50 euros par part sociale, réparti ainsi qu'il suit :

- pour Monsieur Bruno MASSON au titre de l'acquisition de 1 756 parts : TRENTE-DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SIX euros, ci 32 486 euros
 - pour la société civile CANIVET-MASSON au titre de l'acquisition de 9 724 parts : CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE euros 179 894 euros
- TOTAL 212 380 euros**

que Monsieur Bruno MASSON et la société civile CANIVET-MASSON ont payé comptant à l'instant même, hors la vue du rédacteur de l'acte, au moyen d'un chèque de banque émis à l'ordre de la CARPA - LLC et Associés. Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon est choisi d'un commun accord par les parties en qualité de séquestre amiable. Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon reconnaît avoir reçu le chèque de banque et leur en consent valable et définitive quittance, sous réserve d'encaissement.

Dont quittance

Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon sera déchargé de sa mission de séquestre du seul fait du déblocage des sommes séquestrées.

Il est rappelé que le prix de cession a été déterminé en considération des comptes établis au 31 décembre 2011 et certifiés par le commissaire aux comptes. Il a été fixé de manière ferme et définitive et ne subit aucune variation à la hausse ou à la baisse, ce quelque soit le résultat au 31 décembre 2012.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 13 « *Cession de parts – agrément* » des statuts, « *les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers, entre conjoints, partenaires pacsés, ascendants, descendants à titre onéreux ou gratuit qu'à l'unanimité des associés* ».

La cession des parts au profit de Monsieur Bruno MASSON, déjà associé, n'a pas à être soumise à agrément de la collectivité des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 14 juin 2013, la collectivité des associés a autorisé la cession des parts au profit de la société civile CANIVET-MASSON, a déclaré agréer la société civile CANIVET-MASSON, en qualité de nouvelle associée, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, les statuts.

DECLARATIONS DU CEDANT ET DES CESSIONNAIRES

Madame Martha DOXFORD, cédante, déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'elle n'a pas donné de cautions, avals ou autres sûretés en garantie des engagements de la Société,
- que la société AA GROUP n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et les cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la cession de parts objet des présentes intervient sans garantie conventionnelle, notamment sans garantie d'actif et de passif. Les cessionnaires reconnaissent que leur attention a été spécialement attirée, notamment par le rédacteur des présentes, sur la portée de cette stipulation non usuelle.

CREANCE DU CEDANT CONTRE LA SOCIETE

Madame Martha DOXFORD était titulaire d'un compte-courant d'associé créateur ouvert dans les livres de la Société d'un montant de 4 205,58 euros. Ledit compte-courant n'est pas et n'a jamais été productif d'intérêts.

Ledit compte-courant d'associé a été intégralement remboursé ce jour par la Société à Madame Martha DOXFORD, ainsi que Madame Martha DOXFORD le reconnaît.

Madame Martha DOXFORD déclare et reconnaît que la Société n'a jamais bénéficié de sa part, d'un abandon de créances prévoyant une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AA GROUP est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$212\,380 \text{ euros} - (23\,000 \text{ euros} \times 11\,480 / 41\,000) = 205\,940 \text{ euros}$$

FORMALITES DE PUBLICITE

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Les frais de mise à jour de la situation de la Société seront supportés par cette dernière.

Fait à VALENCE

Le 14 juin 2013

En huit (8) exemplaires originaux

Le cédant

Madame Martha DOXFORD ¹

Les cessionnaires

Monsieur Bruno MASSON

Bon pour quittance.
Bon pour cession
de 11 480 parts

La société civile CANIVET-MASSON
Représentée par Monsieur Philippe CANIVET
Monsieur Bruno MASSON

Enregistré à : SIE DE VALENCE SUD - POLE ENREGISTREMENT

Le 10/07/2013 Bordereau n°2013/1 364 Case n°17

Enregistrement : 6 178 €

Pénalités :

Total liquidé : six mille cent soixante-dix-huit euros

Montant reçu : six mille cent soixante-dix-huit euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

For 5083

DUPLICATA

Graziella PISEDDU

Contrôleur principal des impôts

¹ Faire précéder la signature

« quittance. »

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES, née ALVES

Née le 27 février 1973 à VALENCE

De nationalité française

Demeurant : 45, rue Adolphe Thiers – 26000 VALENCE

Epouse de Monsieur Adao MENDES FERNANDES, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale de biens à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée le 14 août 1994 à RIO MAU-VILA DO CONDE (Portugal), régime non modifié depuis,

ci-après dénommée « *le cédant* »,
d'une part,

ET

la **société CANIVET-MASSON**,

Société civile au capital de 1 000 euros,

Ayant son siège social : 81, rue du Pont du Gât - 26000 VALENCE,

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 793 369 034 RCS ROMANS,

Représentée par Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, en qualité de co-gérants,

Monsieur Philippe CANIVET

Né le 12 décembre 1968 à SAINT ETIENNE

De nationalité française

Demeurant : 3, rue Marguerite – 26000 VALENCE

Epoux de Madame Isabelle PIN, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée en la Mairie de SAINT-THOMAS-la-GARDE le 18 décembre 1998, régime non modifié depuis,

Architecte inscrit à l'Ordre des Architectes sous le numéro 044285

ci-après dénommés « *les cessionnaires* »,
d'autre part,

Ensemble dénommés « *les parties* »

RMF

MB R

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIIT:

EXPOSE CONCERNANT LA SOCIETE

Suivant acte sous seings privés en date à SAINT ETIENNE du 24 juillet 2009, enregistré le 29 septembre 2009 au Service des Impôts de SAINT ETIENNE, bordereau n°2009/1126, case n°9, il existe une société à responsabilité limitée dénommée AA GROUP, au capital de 410 000 euros, divisé en 41000 parts de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8, rue d'Arcole, 42000 ST ETIENNE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 515 302 495 RCS SAINT ETIENNE (ci-après « la Société »).

La Société AA GROUP a pour objet principal : l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace (article 12 - loi de 1977).

Elle est régulièrement inscrite au Tableau de l'Ordre des Architectes sous les numéros :

- Affiliation nationale : S13444
- Affiliation régionale : rhoS02075

Le capital social est à ce jour réparti ainsi qu'il suit :

- Monsieur Philippe CANIVET : 11 480 parts
- Madame Martha DOXFORD : 11 480 parts
- Monsieur Bruno MASSON : 11 480 parts
- Madame Rose Marie MENDES FERNANDES : 6 560 parts

La Société est actuellement administrée par :

- Monsieur Philippe CANIVET
- Madame Martha DOXFORD
- Monsieur Bruno MASSON

En leur qualité de co-gérants.

Suivant acte sous seing privé en date à VALENCE du 25 janvier 2013, Madame Martha DOXFORD et Madame Rose Marie MENDES FERNANDES ont conclu une convention de cession de parts sous conditions suspensives au profit de Monsieur Philippe CANIVET et Monsieur Bruno MASSON, aux termes de laquelle Madame Martha DOXFORD et Madame Rose Marie MENDES FERNANDES s'engageaient à céder respectivement 11 480 parts et 6 560 parts leur appartenant dans la Société moyennant le prix de 18,50 euros par part.

Ladite cession était soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Obtention par les acquéreurs, pour le financement d'une partie du prix de cession, d'un ou plusieurs prêts réunissant les caractéristiques suivantes :
 - montant total minimum trois cent cinquante mille (350 000) euros
 - intérêts à un taux effectif ne pouvant excéder 4 % (hors assurance)
 - durée de remboursement ne pouvant être inférieure à sept (7) ans
- Absence de remarque par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes sur projets d'actes de cession de parts sociales et des statuts mis à jour

2 RNF

nb 8

La condition suspensive d'obtention du financement a été réalisée.

Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON ont décidé d'un commun accord de renoncer à la réalisation de la condition suspensive d'absence de remarque par le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes.

Messieurs Philippe CANIVET et Bruno MASSON ont décidé d'user de la faculté de substitution prévue à l'article « 5-3 *Agrément de la cession* » de ladite convention de cession de parts sous conditions suspensives pour l'acquisition d'une partie des parts appartenant à Mesdames Martha DOXFORD et Rose Marie MENDES FERNANDES. La société civile CANIVET-MASSON se portera acquéreur d'une partie des parts cédées par Mesdames Martha DOXFORD et Rose Marie MENDES FERNANDES.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CESSION

Par les présentes, Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à Monsieur Philippe CANIVET et à la société civile CANIVET-MASSON qui acceptent, les 6 560 parts sociales lui appartenant dans la Société dans les proportions suivantes :

- à Monsieur Philippe CANIVET : mille sept cent cinquante-six parts, ci 1 756 parts numérotées de 841 à 1 000 et de 34 601 à 36 196
- à la société civile CANIVET-MASSON : quatre mille huit cent quatre parts, ci 4 804 parts numérotées de 36 197 à 41 000

Monsieur Philippe CANIVET et la société CANIVET-MASSON deviennent les uniques propriétaires des parts cédées à compter de ce jour et sont subrogés dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Les cessionnaires se conformeront à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont ils déclarent avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Ils jouiront à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

A compter de ce jour, tout dividende, acompte sur dividende ou tout autre produit revenant aux parts cédées qui sera mis en distribution, quelque soit l'origine des répartitions, bénéficiera exclusivement et totalement aux cessionnaires (« coupons attachés »).

Les parties reconnaissent que le prix des parts a été déterminé eu égard à ces stipulations.

ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES est régulièrement propriétaire des 6 560 parts cédées pour les avoir :

- reçues à hauteur de 160 parts lors de la constitution de la Société en contrepartie de son apport en numéraire
- reçues à hauteur de 6 400 parts en rémunération de son apport en nature réalisé lors de l'augmentation de capital en date du 22 mars 2010.

3 RNF

10 n.3

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de CENT VINGT-ET-UN MILLE TROIS CENT SOIXANTE euros (121 360 euros), soit 18,50 euros par part sociale, réparti ainsi qu'il suit :

- pour Monsieur Philippe CANIVET au titre de l'acquisition de 1 756 parts : TRENTE-DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SIX euros, ci 32 486 euros
 - pour la société civile CANIVET-MASSON au titre de l'acquisition de 4 804 parts : QUATRE-VINGT-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE euros, ci 88 874 euros
- TOTAL 121 360 euros**

que Monsieur Bruno MASSON et la société civile CANIVET-MASSON ont payé comptant à l'instant même, hors la vue du rédacteur de l'acte, au moyen d'un chèque de banque émis à l'ordre de la CARPA - LLC et Associés. Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon est choisi d'un commun accord par les parties en qualité de séquestre amiable. Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon reconnaît avoir reçu le chèque de banque et leur en consent valable et définitive quittance, sous réserve d'encaissement.

Dont quittance

Le Cabinet d'avocats LLC et Associés – Bureau de Lyon sera déchargé de sa mission de séquestre du seul fait du déblocage des sommes séquestrées.

Il est rappelé que le prix de cession a été déterminé en considération des comptes établis au 31 décembre 2011 et certifiés par le commissaire aux comptes. Il a été fixé de manière ferme et définitive et ne subit aucune variation à la hausse ou à la baisse, ce quelque doit le résultat au 31 décembre 2012.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CEDANT

Aux présentes intervient Monsieur Adao MENDES FERNANDES, conjoint commun en biens de Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES, née ALVES, cédant, qui, en application de l'article 1424 du Code civil, déclare donner, sans restriction, son consentement à la cession des 6 560 parts qui précède et autoriser Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES à percevoir le prix ci-avant stipulé.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE

Madame Isabelle PIN, épouse CANIVET, conjoint de Monsieur Philippe CANIVET, l'un des cessionnaires, intervenant aux présentes :

- reconnaît que son conjoint l'a avertie, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, de son intention d'acquérir 1 756 parts faisant l'objet de la présente cession et d'en payer le prix au moyen de deniers communs,
- déclare qu'elle n'a pas l'intention d'être personnellement associée et qu'en conséquence, la qualité d'associé sera reconnue à son conjoint pour la totalité des parts acquises.

4 RNF

113 2

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 13 « *Cession de parts – agrément* » des statuts, « *les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers, entre conjoints, partenaires pacsés, ascendants, descendants à titre onéreux ou gratuit qu'à l'unanimité des associés* ».

La cession des parts au profit de Monsieur Philippe CANIVET, déjà associé, n'a pas à être soumise à agrément de la collectivité des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 14 juin 2013, la collectivité des associés a autorisé la cession des parts au profit de la société civile CANIVET-MASSON, a déclaré agréer la société civile CANIVET-MASSON, en qualité de nouvelle associée, et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, les statuts.

DECLARATIONS DU CEDANT ET DES CESSIONNAIRES

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES, cédante, déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'elle n'a pas donné de cautions, avals ou autres sûretés en garantie des engagements de la Société,
- que la société AA GROUP n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et les cessionnaires déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
- que la cession de parts objet des présentes intervient sans garantie conventionnelle, notamment sans garantie d'actif et de passif. Les cessionnaires reconnaissant que leur attention a été spécialement attirée, notamment par le rédacteur des présentes, sur la portée de cette stipulation non usuelle.

5 RNF

12 NB

CREANCE DU CEDANT CONTRE LA SOCIETE

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES déclare que :

- elle n'est titulaire à ce jour d'aucun compte-courant d'associé ouvert dans les livres de la Société.
- les sommes qui ont pu précédemment être inscrite à son nom dans un compte-courant d'associé lui ont été intégralement remboursées à ce jour.

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES déclare et reconnaît que la Société n'a jamais bénéficié de sa part, d'un abandon de créances prévoyant une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société AA GROUP est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$121\,360 \text{ euros} - (23\,000 \text{ euros} \times 6\,560 / 41\,000) = 117\,680 \text{ euros}$$

FORMALITES DE PUBLICITE

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

6 RMNF

11 11/2

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

Les frais de mise à jour de la situation de la Société seront supportés par cette dernière.

Fait à VALENCE

Le 14 juin 2013

En huit (8) exemplaires originaux

Le cédant

Madame Rose-Marie MENDES FERNANDES¹

Bon pour cession de 6 560 parts
Bon pour quittance

Les cessionnaires

Monsieur Philippe CANIVET

La société civile CANIVET-MASSON
Représentée par Monsieur Philippe CANIVET
Monsieur Bruno MASSON

Intervenant aux présentes :

Monsieur Adao MENDES-FERNANDES²

Bon pour cession de 6 560 parts
et pour perception du prix.

Madame Isabelle PIN³
Epouse CANIVET

Bon pour acquisition de 1 756 parts
et renonciation à la qualité
d'associée

Enregistré à : SIE DE VALENCE SUD - POLE ENREGISTREMENT

Le 10/07/2013 Bordereau n°2013/1 364 Case n°12

Ext 5077

Enregistrement : 3 530 €

Pénalités :

Total liquidé : trois mille cinq cent trente euros

Montant reçu : trois mille cinq cent trente euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

Graziella PISEDdu

Contrôleur principal des impôts

DUPLICATE

¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour cession de 6 560 parts. Bon pour quittance. »

² Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour cession de 6 560 parts et pour perception du prix »

³ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour acquisition de 1 756 parts et renonciation à la qualité d'associée »